

Par e-mail :

Le coût de l'inaction pour protéger la biodiversité va croissant

[Ondine Werres](#)

11 02 2021

Le rapport "The Urgency of Biodiversity Action" étudie les coûts de notre inaction face à la perte de biodiversité. Retarder encore les mesures ferait considérablement grimper la facture...

Les activités humaines ont une influence redoutable sur la biodiversité. En proposant des actions rapides, il est toutefois **possible de réduire significativement et à moindre coût le taux d'extinction d'espèces en voie de disparition**, selon un rapport corédigé par des chercheurs du Musée national d'histoire et de Vivid Economics.

"Même un retard de dix ans dans l'action des gouvernements mondiaux en faveur de la biodiversité entraînerait plus d'un doublement des coûts de stabilisation de la biodiversité (...)."

Rapport 2020 "The Urgency of Biodiversity Action"

L'étude menée entend comparer différents scénarios, de celui où l'on maintient les politiques actuelles à celui où l'on protège immédiatement la biodiversité avec des politiques ambitieuses. Alors que nombre de recherches scientifiques ont déjà été menées sur l'impact des humains sur l'environnement, **aucune n'avait encore mesuré le coût économique d'une action retardée.**

Des effets directs sur l'économie

Manifestement, il vaut mieux prendre en main le problème rapidement. Les conclusions du rapport sont sans équivoque: "**Même un retard de dix ans dans l'action des gouvernements mondiaux en faveur de la biodiversité entraînerait plus d'un doublement des coûts** de stabilisation de la biodiversité (...), d'environ 7.000 milliards à 15.000 milliards de dollars." En 2020, le Forum économique mondial désignait déjà le déclin de la biodiversité comme **l'une des plus grandes menaces pour l'économie mondiale.**

20%

D'espèces en voie d'extinction

20% des espèces en voie d'extinction pourraient être épargnées en agissant efficacement dès maintenant.

Par ailleurs, le retard se répercuterait directement sur le prix des denrées alimentaires et des matériaux. Si aucune mesure n'est prise avant 2030, le budget alimentaire augmenterait de plus de 4% du revenu moyen des ménages alors qu'avec des actions immédiates, il diminuerait. Une situation qui provoquerait de fait **une hausse des inégalités** en touchant disproportionnellement les ménages les plus pauvres.

20% des espèces menacées d'extinction d'ici 2050 pourraient être épargnées en procédant efficacement dès maintenant. Au contraire, un retard de dix ans rendrait impossible le retour au niveau de biodiversité actuel, déjà en piteux état.

Plusieurs solutions

Renforcer le contrôle des zones protégées constitue un moyen d'action facile et abordable. Le rapport avance aussi l'importance d'**agir pour la reforestation avec des programmes de plantations.**

"Les mesures d'incitation économiques doivent aller dans le sens, et non à l'encontre, de la biodiversité et du climat."

Rapport "The Urgency of Biodiversity Action"

Les acteurs du marché pourraient davantage s'engager à protéger la biodiversité avec des **mesures d'incitation économique encourageant des investissements** en ce sens. "Les mesures d'incitation économiques doivent aller dans le sens, et non à l'encontre, de la biodiversité et du climat", pointe le rapport. Il préconise aussi de **rendre complémentaires les mécanismes visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et ceux qui protègent la biodiversité**